



LA QUESTION DU XINJIANG ET LE FACTEUR ISLAMIQUE

Mémoire de géopolitique

du lieutenant-colonel Frédéric Laurent

dans le cadre du séminaire

« Géopolitique du sud-est asiatique »

Directrice : Valérie Niquet
Maître de conférence
à l'Institut de stratégie comparée
de l'Université Paris I

Avril 2003

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Les données du problème

L'espace et le peuplement

Histoire et islamisation du Xinjiang

Emergence et radicalisation du sentiment identitaire

L'importance du facteur islamique

SECONDE PARTIE : Le traitement de la question par la Chine

Le Xinjiang, un enjeu politique majeur

La perception chinoise de la question ouïgoure

La politique de sinisation du Xinjiang

La répression des mouvements indépendantistes et le contrôle de la population

L'action diplomatique

La politique économique

INTRODUCTION

La présence de l'islam dans l'Empire du Milieu est ancienne et remonte à l'époque de la fameuse route de la soie.

Bien implantée en Chine depuis le début de notre Moyen-âge, la communauté musulmane est actuellement forte d'environ vingt millions d'individus, répartis dans plusieurs provinces. Elle est essentiellement représentée par les Hui qui constituent une minorité (*minzu*) au sens de la théorie des nationalités en vigueur en Chine.

Elle comprend également le peuple ouïgour qui occupe l'une des 23 provinces autonomes du pays, le Xinjiang (ou Sinkiang), dont les habitants récusent l'appellation au profit de celle de « Turkestan oriental ».

La résistance des Ouïgours au pouvoir central, moins médiatisée que celle des Tibétains, a connu un nouvel essor dans les années qui ont immédiatement suivi l'éclatement de l'URSS, se manifestant de manière spectaculaire par des émeutes sporadiques et des attentats de toutes natures. Elle constitue aujourd'hui un problème majeur pour le régime communiste chinois.

Afin de mieux cerner les raisons qui justifient l'intérêt porté par la Chine à la question du Xinjiang, il importe en premier lieu de définir les données du problème.

Nous verrons ainsi de quelle manière la géographie et l'histoire de la région ont directement contribué à créer les fondements d'une revendication identitaire reposant essentiellement sur la langue, la culture et la religion. Cette partie de notre étude nous amènera logiquement à identifier les facteurs qui ont facilité l'émergence et la radicalisation de cette prise de conscience communautaire. Nous démontrerons que parmi ceux-ci, l'appartenance à un islam de plus en plus fondamentaliste joue un rôle essentiel qui explique notamment la proximité des séparatistes ouïgours avec les Talibans afghans.

Dans une seconde partie, nous verrons comment le pouvoir chinois perçoit et traite la question du Xinjiang et les raisons pour lesquelles celle-ci constitue pour lui un enjeu géostratégique majeur.

Nous serons ainsi conduits à évoquer plus précisément la manière dont la Chine traite le problème du séparatisme ouïgour.

Bien qu'officiellement dotée d'un régime d'autonomie, la région fait en effet l'objet d'une politique de répression de grande envergure accompagnée simultanément d'une entreprise systématique de sinisation, elle-même génératrice de résistance.

Par ailleurs, nous démontrerons que la lutte contre le séparatisme ouïgour constitue un facteur essentiel de la diplomatie chinoise en Asie centrale et que la question du Xinjiang influe également sur les relations de la Chine avec les Etats-Unis.

Nous verrons enfin quelle est la politique économique menée par Pékin pour exploiter les atouts de la région autonome et de quelle manière cette démarche participe de la volonté d'éradiquer les vellétés indépendantistes des activistes ouïgours.

PREMIERE PARTIE :

LES DONNEES DU PROBLEME

1.1 L'espace et le peuplement

111. Une zone carrefour à la charnière de deux espaces géopolitiques

Située à l'extrême ouest du territoire de la RPC¹, la région autonome du Xinjiang s'étend sur 1 700 000 km². Elle est constituée de deux bassins : au nord le bassin de la Djourgarie et au sud, le bassin du Tarim, séparés par la chaîne montagneuse des Tian Shan qui couvre 1500 km d'ouest en est sur une largeur de 200 à 300 km.

Le bassin du Tarim est occupé en son centre par le désert du Taklamakan, autour duquel sont disposées des villes-oasis telles que Kucha, Aksu, Kashgar, Yarkand ou Khotan.

En Djourgarie, les villes principales sont Urumqi, Kuldja, Karamay et Changji.

Cette immense région est la plus grande unité administrative de la Chine, mais aussi l'une des moins densément peuplées.

Elle partage une frontière avec la Mongolie, la Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Pakistan, le Cachemire et l'Inde. Cette situation de zone carrefour lui confère un intérêt stratégique certain, encore renforcé par le fait qu'elle recèle d'importantes ressources naturelles (pétrole, gaz et charbon) indispensables à la Chine.

Le nom de « Xinjiang » signifie en fait « nouvelle frontière ». L'expression a été créée en 1768 par l'empereur Qianlong de la dynastie mandchoue des Qing, neuf ans après l'intégration de la région à l'Etat chinois. Thierry Kellner fait remarquer à juste titre combien l'analyse terminologique de ce terme confirme le fait que ce territoire n'appartient pas, avant la conquête, au domaine du pouvoir chinois².

De fait, la zone était désignée par les Chinois avant son annexion à la fin du XIXe siècle sous le nom de Xiyu (« Contrée d'Occident »).

¹ République populaire de Chine.

² Thierry Kellner, « Géopolitique de la Chine : le Xinjiang et les Ouïgours », décembre 2001.

Le Xinjiang c'est donc à la fois la Chine et l'Asie centrale, car la région participe à ces deux réalités. A bien des points de vue, c'est même la Chine en Asie centrale³.

Dans son ouvrage sur l'Asie centrale⁴, Thierry Kellner démontre que la région correspondant à l'actuel Xinjiang est incluse par les géographes dans la zone centrasiatique dès le XVIIe siècle, sous l'appellation de « Tartarie chinoise », puis de « Turkestan chinois », preuve que son appartenance à ce bloc géopolitique important repose sur une réalité géographique.

En 1990, Henri-Paul Francfort englobe le Xinjiang dans l'Asie centrale dans son article sur le sujet de l'Encyclopaedia Universalis, tandis que J-P Roux réduit l'Asie centrale *stricto sensu* au seul Xinjiang⁵ en 1997.

Depuis le début des années 90 et l'implosion de l'URSS, la notion d'Asie centrale se réduit à une interprétation minimaliste recouvrant les cinq républiques ex-soviétiques⁶. La question de savoir si l'on peut identifier un bloc géopolitique centrasiatique dont le Xinjiang ferait partie reste cependant au cœur des débats qui concernent la région.

112. Un peuplement hétérogène traversé par un clivage religieux

Mais le Xinjiang contemporain se caractérise également par la complexité au plan ethnique.

Estimée en 2000 à 19,5 millions de personnes, la population de la région autonome est constituée à 59,39% d'individus d'origine ethno-linguistique non Han⁷, c'est à dire qu'ils appartiennent à l'un des quelques vingt groupes ethniques différents, dont certains, numériquement très faibles, ne représentent que quelques dizaines de milliers voire quelques milliers de personnes comme les Tadjiks, les Xibes, les Mandchous, les Ouzbeks, les Daur, les Russes ou les Tatars.

Les populations allogènes principales du Xinjiang sont en fait les Ouïgours, qui représentaient en 1990 environ 47,50% de la population totale de la région autonome (soient 8 millions d'individus) et se trouvent localisés principalement dans le bassin du Tarim et dans la région de Kuldja, et les Kazakhs (7,30% de la population en 1990), groupés dans les vallées de l'Altaï et de l'Ili en Djourgarie.

³ Vincent Fourniau in « *Le Monde diplomatique* » (septembre 1997)

⁴ « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale » par Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, Paris, PUF, 2001

⁵ J-P Roux, « L'Asie centrale », Histoire et civilisations, Paris, Fayard, 1997.

⁶ Kazakhstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Turkménistan.

⁷ « Han » étant l'expression officiellement utilisée en Chine pour qualifier les populations ethniquement chinoises.

Ces deux groupes parlent des langues turques et constituent quelques unes des cinquante-cinq minorités nationales (*minzu*) définies en RPC pour lesquelles ont été créées des structures administratives autonomes de rangs divers.

La population Han, estimée en 2000 à 7,49 millions d'habitants, est en constante augmentation en raison de la politique de sinisation menée par le gouvernement chinois pour densifier les territoires peu peuplés en diluant les ethnies non chinoises. Ce phénomène sera évoqué plus en détail dans la suite de cette étude.

Très hétérogène au plan ethnique, la région est également traversée par un clivage religieux.

En effet, une majorité de la population du Xinjiang est de confession musulmane, soit 61,7% en 1990. Il s'agit essentiellement des Ouïgours turcophones, mais également des Hui qui sont ethniquement des Hans islamisés (4,5% de la population du Xinjiang en 1990).

Ce bref aperçu de la géographie du Xinjiang et de sa population permet déjà de cerner les premiers paradoxes qui le caractérisent : situé à la charnière de deux espaces géostratégiques, il fait partie intégrante de la RPC, mais appartient géographiquement à l'Asie centrale. Il est par ailleurs majoritairement peuplée de communautés n'appartenant pas à l'ethnie dominante dans le pays dont il dépend politiquement, appartenant de surcroît à des confessions religieuses différentes.

Cette situation de fait explique à elle seule les problèmes qui agitent la région autonome.

Nous allons voir qu'elle trouve son origine dans une histoire chaotique résultant elle-même de sa vocation naturelle à être une voie de passage.

1.2 Histoire et islamisation du Xinjiang

Prédestiné par son cadre géographique, le Xinjiang a été traversé par des migrations ethniques et des courants de civilisation, mais c'est aussi « un cul-de-sac où les flots

humains et les influences culturelles vinrent se superposer, se mêler et se fondre en de nouveaux modèles avant de mourir ».⁸

Deux dominantes peuvent caractériser l'histoire du Xinjiang : la turquisation et l'islamisation, toutes deux largement arrivées à leur terme au XVIIIe siècle lorsque la Chine annexe officiellement la région à l'Empire.

121. Les origines

Le peuplement originel du Xinjiang est en fait de type indo-européen et remonterait à 6000 avant Jésus Christ, comme le démontrent les découvertes archéologiques faites dans la région de Hami entre 1978 et 1991 et près de Turfan, en 1992.⁹

A partir du IIIe siècle avant notre ère se succèdent au Xinjiang des vagues successives d'envahisseurs nomades non indo-européens.

La première incursion chinoise remonte au IIe siècle avant Jésus-Christ. Elle s'inscrit dans le cadre de la lutte qui oppose la dynastie Han (206 avant Jésus-Christ à 220 après Jésus-Christ) aux Xiongnu, puissance dominante des steppes de l'Asie à la même époque.

Les Chinois installent des colonies militaires (*tuntian*) qu'ils ne peuvent maintenir mais qui inspireront le Corps de Production et de Construction du Xinjiang qui mettra en place le pouvoir communiste en 1954.

Au VIIe siècle, la dynastie chinoise des Tang (618-907 après Jésus-Christ) tente à son tour de s'implanter dans la région mais elle en perd le contrôle dès le VIIIe siècle, au profit des Tibétains d'abord, puis des Ouïgours.

122. Turquisation et islamisation de la région

La turquisation de la zone débute au Ve siècle après Jésus-Christ. Plusieurs vagues turcophones se succèdent dans la région jusqu'au XIIIe siècle, date à laquelle, le Xinjiang peut être considéré comme définitivement turquisé.

Dans les textes des auteurs arabes de l'époque, le bassin du Tarim est ainsi baptisé « Turkestan » (« pays des Turcs »).

⁸ Françoise Aubin in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n°25, janvier-juin 1998.

⁹ Il s'agit de momies européennes parfaitement conservées.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'installation du premier peuplement ouïgour. Originaires de l'actuelle Mongolie où ils avaient fondé un Etat puissant entretenant des relations diplomatiques, militaires et commerciales avec la Chine des Tang, les Ouïgours essaient vers l'ouest au cours du IXe siècle de notre ère, chassés par des vagues d'envahisseurs kirghizs.

Sédentarisés et voués à l'agriculture, ce sont des turcophones qui adhèrent au bouddhisme, au manichéisme et au christianisme nestorien. Ils ont laissé autour de leur capitale Qocho, dans la région de Turfan, les restes d'une civilisation particulièrement brillante qui domine la région jusqu'à la fin du XIIIe siècle, époque à laquelle elle se soumet à la domination des Qara-khitai, dynastie proto-mongoles chassée de la Chine dont elles avaient dominé le Nord.

L'islamisation de la zone est progressive et débute avec l'installation de la dynastie islamique turque des Qarakhanides qui garde le contrôle du bassin du Tarim jusqu'au XIIe siècle.

Du XIIIe au XVIe siècle, l'islam fortement marqué par le soufisme gagne un terrain définitif.

Dès le XIIIe siècle, le nom qui désigne les Ouïgours dans les textes chinois Yuan, Hui-he, en vient à désigner les musulmans d'Asie centrale et du Moyen-Orient en général, ce qui prouve l'islamisation d'une partie des Ouïgours assez notable pour être remarquée dans l'Empire du Milieu. Dans les siècles suivants, le terme, sous la forme Hui-hui, va s'appliquer à l'*Umma* dans son ensemble, son dernier avatar étant à l'époque communiste la forme abrégée Hui qui désigne désormais la minorité musulmane de langue chinoise.

A partir du XVIe siècle, les réels descendants directs des Ouïgours médiévaux bouddhistes ne sont plus les habitants des oasis de l'actuel Xinjiang, mais un minuscule noyau de quelques milliers d'individus logés aux confins de la Chine dans l'actuelle province de Gansu.

Au XVIe siècle, le déclin de la dynastie mongole dominant la région permet l'ascension politique d'une famille de musulmans du Sud, les Makhdumzadas Khodjas qui se proclament descendants du Prophète mais finissent par se diviser en deux clans rivaux, l'un basé à Yarkand et l'autre à Kashgar.

A la fin du XVIIe siècle, la branche de Kashgar fait appel aux Oïrats (Mongols occidentaux bouddhistes) qui envahissent le Turkestan oriental et y établissent une suzeraineté suffisamment lâche qui ne met pas fin pour autant aux querelles religieuses intestines de la population autochtone.

123. Le rattachement à la Chine

En 1754, devant le danger que fait peser le pouvoir des Oïrats sur la sécurité de la Chine, les armées impériales chinoises de la dynastie mandchoue des Qing (1644-1911) mettent fin à cette situation politique particulièrement instable et rattachent le Turkestan oriental à l'Empire en 1759.

En pratique, la suzeraineté sino-mandchoue s'exerce sur la moitié sud du pays, sous la forme d'un prélèvement fiscal, les *beg* (fonctionnaires locaux autochtones) assurant le fonctionnement de l'administration dans les villes et les oasis qui en dépendent.

Dans le nord du pays, en Djoungarie, des colonies civiles et militaires assurent la sécurité et la mise en valeur de la région.

Jusqu'en 1877, les Khodjas de Kashgar et de Yarkand conduisent d'incessants *jihâd* contre l'occupant chinois.

Les soulèvements anti-chinois se succèdent dans la première moitié du XIXe siècle, en 1815, de 1820 à 1828, en 1847, 1855 et 1862.

En 1862, la région est en état d'insurrection et se trouve isolée du reste de la Chine à laquelle elle échappe en 1864, tandis que les Russes en occupent une partie.

Profitant de l'affaiblissement du pouvoir sino-mandchou, un aventurier local, Yaqub Bey, s'impose de 1866 à 1876 comme souverain d'une Kashgarie indépendante. Autoproclamé « Commandeur des Croyants », prenant la *sharia* comme règle de droit, il est soutenu par la Turquie qui promet son soutien et les Britanniques commencent à s'engager à ses côtés.

En 1876-77, la Chine reconquiert la région qu'elle annexe définitivement en 1884, sous le nom de Xinjiang (« Nouvelles marches frontalières ») avec comme capitale Urumqi.

Pour la première fois, la région devient une entité géopolitique à part entière.

Entre 1911 et l'établissement du pouvoir communiste en Chine en 1949, la situation du Xinjiang est extrêmement troublée. Les puissances extérieures s'ingèrent dans les affaires de la zone et les révoltes locales contre le pouvoir central se multiplient sous la houlette de *mollahs* intransigeants.

Le voisin soviétique s'immisce dans la politique locale à tel point que la province devient sa sphère d'influence exclusive.

Entre 1944 et 1949, une République indépendante du Turkestan oriental dirigée par des turcophones est proclamée et contrôle certaines parties de la région avec la bénédiction de Moscou.

En 1949, Pékin se réinstalle cependant dans la zone, amarrant désormais solidement le Xinjiang à la Chine.

1.3 Emergence et radicalisation du sentiment identitaire

131. Les enseignements de l'Histoire

Ce rappel rapide de l'histoire du Xinjiang permet de dégager quelques idées saillantes qui ne sont pas sans conséquences pour la question traitée :

- Il apparaît clairement que les Ouïgours musulmans d'aujourd'hui ne sont pas les héritiers des Ouïgours bouddhistes du passé qui ont disparu culturellement de la région dès le XVe siècle. La continuité historique revendiquée par les séparatistes ouïgours ne repose donc sur aucune réalité objective.
- La présence chinoise au Xinjiang ne remonte qu'au XVIIIe siècle. Auparavant, la Chine n'est présente que de manière sporadique et ne parvient pas à marquer durablement la région. Le mythe chinois d'une présence ancestrale de l'Empire du Milieu est donc infirmé par l'histoire de la région autonome, ce qui amoindrit considérablement la légitimité de la présence chinoise sur place.
- Jusqu'à l'établissement d'une province du Xinjiang en 1884, aucune unité n'a jamais existé dans la région, non plus qu'aucun nom ethnique et géographique global¹⁰. Il n'existait pas de conscience nationale et c'est l'attachement à l'Islam

¹⁰ Françoise Aubin in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n°25, janvier-juin 1998.

qui constituait le signe identitaire qui permettait de transcender les particularismes locaux. Ce fait revêt la plus haute importance car il démontre la prééminence du facteur religieux dans la question du Xinjiang et souligne le caractère artificiel de l'identité ouïgoure.

132. La résurgence du nom « ouïgours »

Ces observations permettent de mieux comprendre la manière dont a émergé le sentiment identitaire qui sert de fondement aux revendications des séparatistes ouïgours.

L'ethnonyme de « Ouïgours » qui caractérise aujourd'hui la minorité autochtone majoritaire au Xinjiang a, en fait, été redécouvert au début du XXe siècle par le linguiste russe Sergej Efimovitch Malov qui l'a employé lors de l'un des premiers congrès des nationalités de l'URSS qui s'est tenu en 1921 à Tashkent.

Il s'agissait de désigner commodément la minorité ethnique spécifique turcophone des émigrés venus des oasis du Xinjiang dans l'Asie centrale russe.

Quarante ans auparavant, ce terme avait été appliqué à la langue parlée dans le Sud-Xinjiang par l'expédition menée en Kashgarie sous la conduite de Sir Forsyth.

Par la suite, les Russes ont répandu ce terme au Xinjiang lorsque leur influence s'y est développée à la fin des années vingt et au début des années trente.

Il est diffusé à Urumqi en 1934 par une Association pour la promotion de la culture ouïgoure, puis officialisé par le gouverneur pro-soviétique chinois de la région autonome.

La prise de conscience communautaire, enrichie de la théorie des nationalités qui se répand à ce moment avec succès parmi les hommes politiques, va progressivement se cristalliser sur ce terme.

133. La consolidation du sentiment identitaire : de l'affirmation à l'opposition

L'identité ouïgoure résulte donc d'une action extérieure récente. Elle se fonde initialement sur une langue turcophone spécifique, unifiée progressivement par les Soviétiques dans le but de transformer le particularisme ouïgour en une réalité nationale.

Combinée au sentiment religieux préexistant, elle s'est affermie au fil du temps et s'est élargie aux autres minorités ethniques du Xinjiang, les communautés kazakh,

kirghize, ouzbek se reconnaissant progressivement dans une revendication globale élargie d' « ouïgourité ».

Elle s'est aussi progressivement radicalisée, tirant sa force de l'opposition des autochtones à la présence de la Chine, assimilée dès lors à une puissance coloniale autoritaire.

Nous avons vu de quelle manière l'annexion de la région par la Chine a suscité des révoltes sporadiques dès le XIXe siècle. Exploitées par des *mollahs* xénophobes, elles ne reposaient vraisemblablement sur aucun fondement idéologique, contrairement aux rébellions anti-chinoises des années 30 qui coïncident avec l'émergence d'un sentiment national identitaire chez les autochtones.

Ces revendications à caractère nationaliste sont exploitées par la Russie soviétique qui souhaite ainsi détacher le Xinjiang de la Chine.¹¹

Une éphémère République de Turquie orientale est même créée en 1933 avec l'appui de Moscou.

Dans les années 50, l'installation massive de Hans dans la région autonome entraîne des révoltes locales tandis qu'en 1962, une forte répression chinoise contraint à l'exode plusieurs milliers d'Ouïgours vers le Kazakhstan et d'autres républiques soviétiques. C'est donc à cette époque que remonte la présence d'importantes communautés ouïgoures dans les républiques musulmanes d'Asie centrale.

Le soutien qu'elles apportent aujourd'hui aux groupes indépendantistes ne doit pas être sous-estimé.

134. Le tournant des années 90 : vers la lutte armée

C'est cependant l'influence du contexte international des années 90, marqué par la disparition de l'URSS et l'indépendance des républiques d'Asie centrale, mais aussi par l'essor des revendications démocratiques en Chine, brisées avec l'écrasement de la place Tien-An Men en 1989¹² qui contribuent à une relance des aspirations nationales ouïgoures, aspirations qui se traduisent par le désir de voir naître un Turkestan oriental indépendant.

¹¹ A. Chauprade « Géopolitique. Changements et constantes dans l'histoire », collection Ellipses, Paris, 2002.

¹² L'un des leaders du mouvement des étudiants était un ressortissant ouïgour.

Les sources officielles chinoises mentionnent pour la première fois une « rébellion armée » de musulmans au Xinjiang lors des émeutes qui surviennent à Baren le 03 avril 1990.

Ces troubles se produisent à l'occasion du Ramadan et prennent naissance à Urumqi où une première manifestation revendiquant l'instauration d'une république indépendante du Turkestan oriental est durement réprimée. Le soulèvement gagne ensuite Baren où des insurgés armés s'emparent des bâtiments officiels, puis s'étendent à Kashgar, Yankent, Kargalik, PasLan, Hotem, Asku, Kucha, Khotan avant de reprendre à Urumqi.

Les autorités chinoises déclarent la loi martiale sur l'ensemble de la région autonome. Les affrontements se prolongent jusqu'en mai et se soldent par des centaines de victimes.

Depuis lors, les attentats et les embuscades se sont succédé sans discontinuer, avec vraisemblablement des provocations destinées à justifier la répression.

Selon les sources chinoises, plus de 200 actes terroristes et violents auraient été perpétrés dans le Xinjiang entre 1990 et 2001, occasionnant 162 tués et plus de 440 blessés.

Les attentats à la bombe visant des bâtiments officiels ou des personnalités, l'assassinat de notables et de cadres Hans, l'organisation d'embuscades tendues aux forces de police sont les modes opératoires les plus couramment usités par les séparatistes.

Parallèlement, les émeutes continuent d'éclater sporadiquement, comme en 1997 à Yining (ville frontière avec le Kazakhstan) où elles se seraient soldées par 7 morts et 200 blessés, selon les sources chinoises officielles.

En complément de ces actions menées sur le sol chinois, les séparatistes ouïgours n'hésitent pas à porter atteinte aux intérêts chinois à l'étranger : attaque de l'ambassade et du consulat général de Chine en Turquie en 1997 et en 1998, assassinat de Ouïgours favorables au pouvoir central au Kirghizstan en 1998 et en 2000.

135. Appuis extérieurs et collusion avec les Talibans

Les mouvements activistes ouïgours ne sont manifestement pas structurés et unifiés en un mouvement de résistance unique. Ils constituent plutôt une mouvance de groupes atomisés où l'on peut dénombrer au minimum cinq organisations, telles que l'Organisation de Libération du Turkestan oriental, le Mouvement islamique du Turkestan oriental ou le Comité international du Turkestan oriental.

Implantés à l'étranger (trois grandes organisations ouïgoures possèdent leur siège principal au Kazakhstan, avec des ramifications au Kirghizstan et en Ouzbékistan), ils seraient profondément divisés¹³ entre laïcs et religieux mais bénéficient d'importants soutiens extérieurs.

Il s'agit en premier lieu de l'importante communauté ouïgoure émigrée à l'étranger, notamment dans les républiques musulmanes d'Asie centrale indépendantes depuis 1991.

Forte de 500000 à un million d'individus, cette diaspora se répartit pour l'essentiel au Kazakhstan (200000 personnes), au Kirghizstan (50000 personnes), en Ouzbékistan, au Turkménistan, en Turquie et en Arabie saoudite. Les Ouïgours trouvent auprès d'elles des bases de repli, voire un soutien logistique. Ils trouvent par ailleurs de l'aide auprès des monarchies pétrolières du Golfe et de la Ligue islamique mondiale.

Mais c'est surtout le régime taliban de Kaboul qui leur aurait apporté un soutien précieux, en raison de sa proximité géographique et de son fondamentalisme islamique militant.

La collusion des séparatistes ouïgours avec les Talibans est un fait avéré : beaucoup ont été formés par eux, ont étudié dans les *madrakas* talibanes et ont combattu à leurs côtés, en 1986 d'abord, puis en 2002 lors contre l'Alliance du Nord.

La présence de *moudjahidins* ouïgours en Afghanistan a été formellement attestée (2000 à 3000 combattants selon la Chine, 200 à 500 selon les analyses occidentales).¹⁴

Les activités anti-chinoises menées au Xinjiang par les groupes séparatistes sont largement financées par le trafic d'héroïne en provenance d'Afghanistan. De fait, selon les autorités chinoises, le marché de la drogue à Pékin et à Canton serait contrôlé par des Ouïgours.

¹³ En 1992, la tentative des Ouïgours d'Arabie saoudite de créer un Conseil national du peuple ouïgour échoue malgré l'aide financière importante qui y est consacrée.

¹⁴ Thierry Kellner, in « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », Paris, PUF, 2001

D'énormes quantités de biens de consommation, de denrées alimentaires et d'héroïne franchissent donc illégalement la frontière sino-afghane. Selon certains porte-parole des services de renseignements occidentaux, pratiquement toutes les armes et tous les explosifs utilisés par les Ouïgours dans leurs récentes attaques contre les forces de sécurité chinoises provenaient d'Afghanistan avant la chute des Talibans.

Nous avons vu précédemment le rôle de la religion en tant que critère identitaire dans une région longtemps dépourvue de conscience nationale.

La collusion des séparatistes ouïgours avec les Talibans confirme l'importance du facteur islamique dans la question du Xinjiang.

Il convient donc à ce stade de notre étude d'évoquer plus précisément la nature et les caractéristiques de l'islam chinois.

1.4 L'importance du facteur islamique

Les revendications indépendantistes des Ouïgours du Xinjiang se sont cristallisées sur le l'identité religieuse, entraînant une dérive qui tend à éloigner l'islam turkestanais d'aujourd'hui de l'islam pratiqué par les autre musulmans chinois.

h

141. Un islam modéré d'implantation ancienne

L'islam chinois dans son ensemble est un sunnisme de rite hanéfite, à l'exception de la petite minorité tadjik ismaélienne persanophone du Xinjiang.

Le nombre de musulmans en Chine est actuellement estimé à environ vingt millions d'individus, bien que, de sources musulmanes, ils seraient beaucoup plus nombreux.¹⁵

Les Hui désignent les Chinois ethniques de religion musulmane. Répartis pour l'essentiel dans la région autonome du Ningxia et dans les provinces du Kansu, du Henan et du Yunnan, ils constituent, avec neuf millions d'individus, le premier groupe musulman par le nombre et s'imposent comme les vecteurs de l'islam dans la société chinoise.

¹⁵ Le chiffre couramment avancé est de plus de 48 millions.

Historiquement, l'islam apparaît formellement dans l'Empire du Milieu en 651 après JC, au temps du troisième calife Othman.

Dès le VIII^e siècle, le port de Canton comptait plusieurs mosquées fondées par une communauté marchande très active.

Au cours des siècles suivants, la religion musulmane acquiert une importance croissante : elle est reconnue officiellement par la dynastie mongole des Yuan et, à partir de 1642, des musulmans chinois commencent à se rendre en pèlerinage à la Mecque.

142. Persécution puis renaissance sous le régime communiste

Opposé aux « croyances superstitieuses », le régime communiste va mener vis-à-vis des musulmans chinois une politique contrastée qui alterne tolérance et persécution et se solde par des émeutes sporadiques, parfois de grande ampleur, qui illustrent l'histoire récente.

Selon Elisabeth Allès¹⁶, deux périodes distinctes peuvent être identifiées :

- De 1949 à la fin du « Grand Bond en avant », on passe de l'affirmation de la liberté religieuse, principe constitutionnel, à l'arrêt d'une grande partie des activités en 1958. En 1953, des troubles graves visant à l'instauration d'un Etat islamique éclatent dans la province du Henan.

- La période de 1961 à 1978 se caractérise par l'inactivité religieuse. Les exactions les plus importantes ont lieu pendant la Révolution culturelle : les dernières mosquées ferment ou subissent des dommages, les responsables musulmans font l'objet de séances régulières de critiques, sont insultés et frappés, des musulmans sont contraints d'élever des porcs, voire d'en manger. En 1974, les émeutes islamistes du Yunnan font près de 2000 victimes.

L'islam chinois connaît un certain renouveau dans les années 80, profitant de la réaffirmation de la liberté religieuse par la Constitution en 1982 : les mosquées sont rouvertes, de nouveaux lieux de culte se construisent, l'enseignement religieux sous la responsabilité de l'imam reprend.

¹⁶ Archives de Sciences sociales des Religions, volume 115, 2001

En 1989, au même moment que celles de Tian-An Men, des manifestations musulmanes de grande ampleur symbolisent l'achèvement de cette résurrection avec l'irruption médiatisée des musulmans sur la scène sociale et politique chinoise : l'islam devient un élément constitutif de la société chinoise.

Les années 90 correspondent à une période de consolidation des acquis qui permet aux Hui de retrouver l'équivalent de leur environnement religieux d'avant 1949.

143. Tendance assimilatrice et tendance universaliste

Mais la restitution de la liberté de culte s'est également traduite par le rétablissement des liens entre l'islam chinois et le reste du monde musulman, de sorte que deux tendances émergent actuellement chez les auteurs musulmans Hui :

- La première, qui pourrait être qualifiée d'« assimilatrice » met en avant une pensée propre à l'islam de Chine. Visant à une amélioration des conditions de vie des Hui et à une plus grande intégration au processus de modernisation en cours, elle acquiesce aux innovations sociales réalisées par le régime communiste et respecte l'existence des différents groupes religieux.
- La seconde, universaliste, tend à épouser les débats et les causes en vogue dans le reste du monde musulman et prône une imitation pure et simple des modes de vie et de pensée du reste de l'*Umma*. A ce titre, elle récuse toute spécificité de l'islam chinois fait que l'islam chinois.

Une certaine effervescence religieuse se développe donc en Chine. Elle s'exprime dans la multitude d'écrits et d'essais religieux publiés par les penseurs musulmans. Opposant les fondamentalistes Ikhwan tenants d'un islam universel, aux intellectuels Hui laïcisés refusant l'uniformisation et l'intolérance croissante des activistes orthodoxes, elle reflète les débats qui agitent le reste du monde musulman.

Elle ne doit cependant pas faire oublier que les Hui ont un solide ancrage historique et social dans la réalité chinoise qui les rend pragmatiques et prudents vis-à-vis des nouvelles idéologies.

144. Caractéristiques de l'islam turkestanais

C'est un itinéraire différent qui paraît être suivi au Xinjiang.

Françoise Aubin fait remarquer que, jusqu'à l'annexion chinoises, l'islam turkestanais paraît s'être caractérisé par son amorphisme et par l'atonie générale de la vie culturelle et spirituelle¹⁷, toutes les impulsions venant de l'extérieur de la région.

La population autochtone de l'actuel Xinjiang vivait repliée sur elle-même : l'alphabétisation était restreinte et l'instruction peu répandue, l'ouverture sur l'extérieur passait par l'expérience des pèlerins revenant de la Mecque ou par les idées nouvelles rapportées par les intellectuels locaux des centres musulmans étrangers.

L'un des traits les plus caractéristiques de l'islam traditionnel du Turkestan oriental résidait dans la grande liberté qu'il accordait aux femmes.

En cela, il différait notablement des pratiques des autres Chinois musulmans et constituait un sujet d'étonnement pour les Occidentaux et les Musulmans étrangers en raison de la facilité et de la fréquence des divorces ainsi que des mariages temporaires.

La liberté personnelle et patrimoniale de la femme était inimaginable en pays musulman : tolérance des mœurs, disposition de soi et de ses biens après la dissolution du mariage, droit au remariage, droit de participer à la vie sociale en ayant le pas sur le mari, droit de tenir commerce, droit de venir à la succession du mari et à la succession du père en l'absence de frère, souplesse dans l'obligation du voile.

Le degré d'adhésion au culte était enfin très variable : si l'abstinence de porc et la pratique de la circoncision étaient générales de même que l'observance du ramadan ; ni le vin, ni le tabac, ni l'opium n'étaient refusés.¹⁸

Ce constat confirme l'appréciation des responsables Ouïgours modérés qui précisent qu'il n'existe pas de tradition fondamentaliste au Xinjiang, la pratique du culte se distinguant au contraire par sa tolérance culturelle et sociale.¹⁹

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Enver Can, président en exil du Congrès national du Turkestan oriental, cité par Ilaria Maria Sala in « Le Monde diplomatique » de février 2002.

145. La dérive fondamentaliste comme moyen d'affirmation identitaire

La politique menée par la Chine dans la région depuis l'instauration du communisme est interprétée comme « répressive et injurieuse envers l'Islam »²⁰ malgré la relative détente des années 80 qui a permis au culte musulman de connaître un certain renouveau. Elle a entraîné progressivement une radicalisation religieuse et une défiance vis-à-vis de l'islam officiel assimilationniste.

En cela, l'islam turkestanais tend de plus en plus à adhérer à la conception islamique universaliste, ce qui peut paraître paradoxal eut égard aux revendications nationalistes exprimées par ailleurs.

On assiste ainsi à une visibilité grandissante des groupes dits « wahhabites » désignant les activistes fondamentalistes et à l'activité grandissante des prédicateurs venus d'autres pays musulmans, tels que l'Arabie saoudite ou le Pakistan. Les confréries soufies retrouvent une vivacité renouvelée. Un journaliste du Monde observait ainsi en février 2002 que « les femmes voilées, rarissimes il y a encore une dizaine d'années, semblent de plus en plus nombreuses, signe d'un renforcement de l'identité musulmane »²¹.

Séparatisme ouïgour et islamisme en voie de radicalisation polarisent donc l'opposition au régime communiste contribuant à isoler de plus en plus les Ouïgours du reste de l'islam chinois et notamment des Hui , vis-à-vis desquels les sentiments de solidarité islamique n'ont jusqu'à présent pas joué.

Alors que la question du Xinjiang n'atteint pas encore dans le public occidental l'audience de celle du Tibet qui bénéficie de meilleurs relais, le séparatisme des minorités est pris très au sérieux par Pékin, en raison des menaces qu'il fait peser sur la souveraineté chinoise dans la zone mais aussi en raison de l'enjeu géopolitique que représente la région.

La manière dont la Chine perçoit et traite le problème ouïgour revêt donc une importance capitale.

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid.

SECONDE PARTIE :

LE TRAITEMENT DE LA QUESTION PAR LA CHINE

2.1 Le Xinjiang : un enjeu géopolitique majeur

L'intérêt géopolitique du Xinjiang est double :

- Riche en gisements de charbon et d'hydrocarbures, mais également privilégié pour ce qui concerne l'exploitation des énergies nouvelles, il représente pour la Chine un potentiel énergétique vital.
- Occupant une position stratégique entre la Mongolie, la Russie, les républiques musulmanes d'Asie centrale, l'Afghanistan, le Pakistan, le Tibet et l'Inde, c'est à la fois une zone de passage traditionnelle et une porte d'accès au territoire chinois dont l'importance est capitale au plan de l'économie et des approvisionnements énergétiques.

211. La question du pétrole

Le développement économique de la Chine a fortement accru ses besoins en produits pétroliers, la contraignant en 1993 à passer du statut de pays exportateur à celui d'importateur. La US Energy Information Administration a ainsi évalué à 60% sa dépendance en produits pétroliers en 2020 (contre 11% en 1996).²² En 2030, la consommation journalière du pays en produits pétroliers devrait s'élever à dix millions de barrils.

Le gouvernement chinois souhaiterait poursuivre sa politique d'autosuffisance énergétique, ce qui le conduirait nécessairement à développer les ressources intérieures du Xinjiang.

En raison de la richesse de ses gisements en pétrole et en gaz naturel notamment ceux du bassin du Tarim, du Junggar et de Tupan-Kumul, le Xinjiang a souvent été présenté comme une nouvelle Arabie Saoudite.²³

²² In « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale » page 118.

²³ La production annuelle du Junggar est de 9,2 millions de tonnes de pétrole.

A ce titre, il constitue pour la Chine un atout majeur et une garantie pour l'avenir.

Cette notion a cependant perdu de sa portée à la fin des années 90.

D'une part, l'évaluation du potentiel énergétique du Xinjiang a été révisée à la baisse et ramenée à 13% des réserves prouvées de la Chine en pétrole et à 25% de ses réserves prouvées de gaz naturel, ce qui est insuffisant pour couvrir le déficit chinois en produits pétroliers.

Il s'est avéré d'autre part que l'exploitation de ces gisements présentait des difficultés techniques importantes en raison de la profondeur des nappes pétrolifères, ce qui en réduit grandement l'intérêt.

Pékin a donc décidé de se tourner vers les réserves de l'Asie centrale pour réduire sa dépendance vis-à-vis des pays du Golfe et la vulnérabilité stratégique qui en découle.

En 1997, la CNPC²⁴ a ainsi investi des sommes importantes dans des projets pétroliers au Kazakhstan et exploite les gisements d'Aktioubinsk et d'Ouzen.

Pour alimenter directement le territoire chinois, Pékin envisageait de construire un oléoduc qui relierait la Chine aux zones de productions qu'elle a acquises²⁵. Ce projet a été interrompu en 1999 en raison des trop faibles quantités de pétrole kazakh pouvant être exportées dans les dix années suivantes.

Parallèlement, Pékin s'intéresse depuis 1997 au pétrole de la mer Caspienne et projette la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et la Chine, avec possibilité d'extension jusqu'au Japon.

Situé entre la mer Caspienne et la mer de Chine, le Xinjiang s'impose comme le bassin d'écoulement privilégié du pétrole : c'est le point de passage obligé des gazoducs et oléoducs destinés à acheminer par le chemin le plus court les produits pétroliers de l'Asie centrale et de la mer Caspienne.

212. Les autres ressources de la région autonome

Le Xinjiang est riche en ressources énergétiques solaires, thermiques et éoliennes : la compagnie de la nouvelle énergie du Xinjiang est ainsi la plus grande entreprise chinoise engagée dans l'exploitation et l'utilisation de l'énergie solaire, tandis que la compagnie d'énergie éolienne Tianfeng s'occupe depuis la fin de l'année 2001 de l'exploitation et de l'utilisation de l'énergie éolienne du Xinjiang.

²⁴ China National Petroleum Company

²⁵ Un accord pétrolier avait été signé dans ce sens avec le Kazakhstan en 1997

Par ailleurs, la région dispose de ressources hydriques importantes (le bassin du Tarim est le plus vaste réseau endoréiques de la Chine). Elle constitue la ligne de partage des eaux du continent et commande l'accès au « château d'eau » asiatique himalayen.

Il convient enfin de signaler que le Xinjiang sert aux expériences balistiques et nucléaires de la Chine (site de Lob Nor).

2.2 La perception chinoise de la question ouïgoure

Elle repose sur les deux principes suivants, clairement exprimées en 2002 par l'Office d'information du Conseil des affaires d'Etat de Chine :

- Le Xinjiang a vocation historique à faire partie de la Chine en raison de l'ancienneté attestée de la présence chinoise, mais aussi de l'influence permanente exercée par l'Empire du Milieu sur la région.
- Le terme de "Turkestan oriental" ne repose sur aucune réalité géographique. C'est un concept politique forgé de toutes pièces et utilisé par des puissances extérieures désireuses d'exploiter le séparatisme ouïgour pour démembrer la Chine.

221. Le Xinjiang, « talon d'Achille » de la Chine ?

Le Xinjiang est à l'évidence perçu par la Chine comme un point vulnérable, surtout depuis l'implosion de l'URSS qui, en mettant fin à la tutelle de la Russie sur l'Asie centrale a rouvert ce bloc géopolitique au jeu des influences extérieures.

On retrouve ici de manière sous-jacente la perception chinoise qui prévaut depuis l'avènement de l'ère communiste : celle d'être un bastion assiégé, en butte aux visées impérialistes d'autres puissances, traditionnellement russe, mais de plus en plus américaine.

De plus en plus sensibles aux pressions extérieures en raison de son besoin grandissant en ressources pétrolières, mais aussi de son volume d'exportations et d'investissements étrangers, la Chine soupçonne en effet les Américains de mener, depuis le début des années 90, une stratégie d'encerclement progressif visant à la couper de ses réserves d'hydrocarbures en la privant de du Tibet et du Xinjiang. Elle

veut voir les preuves de cette démarche dans la première guerre du Golfe et dans l'invasion de l'Afghanistan en 2002.

Elle considère par ailleurs que les Etats Unis pourraient utiliser les séparatismes de certaines minorités ethniques à son profit pour accroître son influence en Asie centrale.

Cette crainte se concrétise clairement dans la déclaration de Douchanbé, signée par la Chine et ses partenaires du groupe de Shanghai²⁶ en juillet 2000. Elle y condamne les interventions humanitaires de type Kosovo, ce qui révèle à l'évidence que Pékin redoute de voir les Etats Unis s'immiscer dans ses affaires intérieures par le biais des questions du Xinjiang et du Tibet sous couvert de motifs humanitaires.

La Chine craint enfin les risques de déstabilisation et d'atteinte à son intégrité territoriale qui pourraient résulter de la contagion des musulmans chinois par le fondamentalisme islamique des séparatistes ouïgours, mais aussi de l'émergence d'un bloc géopolitique turcophone regroupant les républiques musulmanes indépendantes d'Asie centrale.

222. Les axes de la stratégie chinoise au Xinjiang

Considéré comme une « tête de pont » en raison de sa situation géographique aux marches du pays et de sa vulnérabilité, le Xinjiang constitue donc pour la Chine un problème à plusieurs variables dont le séparatisme ouïgour constitue l'une des clés.

Cette perception la conduit à mener plusieurs types d'actions qui peuvent se ramener à quatre approches complémentaires convergeant vers un double but : éradiquer le problème ouïgour et étendre son influence au delà du Xinjiang pour s'assurer un glacis :

- La sinisation de la région qui consiste à favoriser l'implantation de Hans dans la région pour diluer la minorité ouïgoure et inverser les rapports démographiques locaux ;
- La répression des mouvements indépendantistes et le contrôle de la population, axe d'effort singulièrement privilégié depuis les attentats du 11 septembre 2001 ;

²⁶ Le groupe de Shanghai réunit initialement la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizstan depuis le 26 avril 1996. L'Ouzbékistan l'a rejoint par la suite.

- L'action diplomatique visant à couper les mouvements indépendantistes de leurs bases arrières en Asie centrale et à les priver de leurs soutiens, mais aussi à étendre l'influence de la Chine dans cet espace géopolitique pour y contrer la Russie et les Etats-Unis ;
- Le développement économique de la région en vue d'apaiser les revendications séparatistes des autochtones en échange d'une prospérité relative.

2.3 La politique de sinisation du Xinjiang

231. L'immigration Han : un phénomène ancien de grande ampleur

Comparés au recensement de 1990, les chiffres du dernier recensement au Xinjiang démontrent que la population han a augmenté de 1,8 millions d'habitants (soit 31,64%) alors que les autres groupes ethniques connaissent ensemble une croissance de 1,5 millions d'habitants (soit 15,82%).

De fait, la part des Hans dans la population est passée de 10% en 1955 à 40,61% (chiffre du recensement de novembre 2000), soit 7,49 millions d'habitants. Lorsque Pékin a étendu son contrôle sur le Xinjiang en 1949, les peuples autochtones y représentaient plus de 94% de la population et les Chinois moins de 6%.

Cette croissance de la population han est due à l'immigration massive de Chinois ethniques dans la région du Xinjiang.

Pour la Chine, il s'agit, selon le vocabulaire consacré, d'« ajouter du sable ». En d'autres termes, Pékin procède à la sinisation de la région autonome en encourageant l'installation de Hans (environ 300000 immigrants par an) au prix de mesures incitatives diverses (facilités pour trouver un travail, ascension professionnelle plus rapide,...).

Cette politique n'est pas nouvelle à proprement parler : dès les années 50, la mission de coloniser le Xinjiang avait été confiée à des corps de paysans-soldats (les *bingtuans*) dont les activités allaient de la gestion du système pénitentiaire à l'agriculture, en passant par les activités industrielles et commerciales. Presque entièrement constitués de Chinois Hans, les *bingtuans* comptent plus de deux millions de personnes, soit environ un Chinois sur trois vivant au Xinjiang. Vivant

dans un univers à part, sans réel contact avec le reste du pays, ils ne répondent directement qu'au gouvernement central à Pékin.

232. Les conséquences de la sinisation

La sinisation tend à s'étendre à tous les aspects de la vie des Ouïgours pour les contraindre à l'assimilation. Cette politique commence par l'éducation des enfants qui ne sont pleinement intégrés que s'ils fréquentent l'école chinoise. Les écoles en langue ouïgoure dont l'existence est en principe garantie par les autorités, ne recevraient plus les financements nécessaires.

Les positions du pouvoir sont par ailleurs toutes contrôlées par les Chinois ethniques, les fonctionnaires ouïgours n'ayant aucun pouvoir réel. Le parti communiste chinois est ainsi ouvertement dirigé par les Hans.

La politique de sinisation du Xinjiang a deux conséquences essentielles.

Elle engendre en premier lieu la fragmentation du territoire à plusieurs niveaux :

- A l'échelle des villes, elle se concrétise par un cloisonnement du peuplement générateur de tensions entre les communautés, les populations se côtoyant mais ne se mélangeant pas. On trouve ainsi dans toutes les agglomérations du Xinjiang un schéma identique : la ville chinoise moderne et dynamique voisine avec la ville ouïgoure traditionnelle faite de maisons basses en terre battue aux patios ombragés, de mosquées et de bazars.
- A l'échelle administrative, le territoire est morcelé en vertu du principe de l'égalité entre les nationalités qui favorise les minorités les moins nombreuses ainsi que les Chinois ethniques au détriment des Ouïgours.

A plus long terme, elle modifie la composition démographique de la région de manière irréversible au détriment de la suprématie numérique des Ouïgours.

Il est ainsi probable que lorsque elle aura renversé à son profit la répartition démographique de la région, la Chine pourra envisager les solutions pacifiques que lui suggère la communauté internationale pour régler le problème ouïgour, en recourant au référendum par exemple.

Cette politique de sinisation s'inscrit dans le long terme. L'éradication des mouvements séparatistes s'accompagne d'un contrôle répressif de l'ensemble de la population autochtone et s'inscrit dans le court terme.

2.4 La répression des mouvements indépendantistes et le contrôle de la population.

Nous avons vu que depuis le début des années 80, le culte musulman avait connu un certain renouveau en Chine, restituant aux pratiquants les droits dont ils bénéficiaient avant 1949.

Les autorités chinoises veillent cependant soigneusement à conserver le contrôle de la situation en assurant une présence dans les lieux de culte et en évitant que des liens trop forts ne se créent entre coreligionnaires chinois et étrangers. Le voyage à la Mecque est ainsi toléré mais son prix est élevé (environ 5500 euros) et reste dissuasif pour beaucoup.

Combinées à la sinisation forcée que nous avons déjà évoquée, ces mesures ont contribué à renforcer le nationalisme latent des Ouïgours et à favoriser l'émergence d'un islam fondamentaliste, à plus forte raison lorsque les trois républiques musulmanes d'URSS ont accédé à l'indépendance en 1991.

241. Une répression globale qui pénalise l'ensemble de la population

Depuis les émeutes de Baren (avril 1990), les troubles se sont succédé par intermittence, marqués par un « pic » en 1997, avec le soulèvement de Yining.

Parallèlement, la répression est allée croissante, aussi bien vis-à-vis des formes de résistance armée que des formes plus pacifiques de mobilisation, telles que le mouvement des *meshrep*, assemblées villageoises pour la défense de la culture et des mœurs locales qui fut interdit en 1995 par les autorités chinoises.

La campagne menée par le gouvernement central depuis 1996 participe d'une démarche globale : elle s'attaque aux intellectuels comme aux dissidents, aux

partisans de l'auto-détermination comme aux délinquants de droit commun et tend à criminaliser la population ouïgoure²⁷ dans son ensemble.

A ce titre elle est dénoncée par les organisations de défense des droits de l'homme : selon Amnesty International, le Xinjiang serait la seule région de Chine où des prisonniers politiques continuent d'être condamnés à mort (plus de 200 exécutions dénombrées officiellement entre 1997 et 1999).

Selon certains observateurs, il n'est ainsi pas rare « *de voir des camions transportant des prisonniers vêtus d'un uniforme bleu, les cheveux rasés, les mains ligotées derrière le dos, presque exclusivement des Ouïgours. A leur cou, des pancartes les décrivent comme des « séparatistes » ou des criminels ayant « troublé l'ordre public ».* Ils sont exhibés dans des stades remplis par les autorités, puis les condamnés à mort sont emmenés directement sur leur lieu d'exécution ».²⁸

242. Les conséquences du 11 septembre 2001

Les attentats du 11 septembre 2001 permettent à Pékin de tirer un maximum de profit de la nouvelle situation en intensifiant la répression au nom de la lutte contre le terrorisme lancée par les Etats-Unis.

La Chine a donc pris la décision de boucler sa frontière avec l'Afghanistan, tandis que certaines zones de la région autonome ont été fermées aux journalistes étrangers. Parallèlement, Pékin utilise vis-à-vis des indépendantistes ouïgours les mêmes méthodes que la Fédération de Russie à l'encontre des Tchétchènes en assimilant les mouvements indépendantistes au terrorisme islamique.

La criminalisation généralisée de la population ouïgoure et le regain de tension qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 contribuent à radicaliser davantage les revendications indépendantistes et à nourrir les sentiments séparatistes dans les franges les plus jeunes de la population.

La politique de sinisation et la répression sur le terrain constituent un ensemble de mesures complémentaires dirigées contre les nationalistes ouïgours à l'intérieur même du pays.

²⁷ D'après le Front uni national révolutionnaire du Turkestan oriental (mouvement indépendantiste), 57000 Ouïgours auraient été arrêtés au cours de la seule année 1997.

²⁸ Ilaria maria Sala, in « Le Monde diplomatique » de février 2002.

Mais de l'aveu même de responsables chinois, le Xinjiang est la cible permanente de séparatistes situés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays."²⁹

L'objectif de la démarche diplomatique consiste donc à isoler les mouvements indépendantistes de leurs bases arrières et à élargir l'influence de la Chine en Asie centrale.

2.5 L'action diplomatique

Avec l'implosion de l'URSS, l'Asie centrale a retrouvé sa vocation traditionnelle de zone carrefour qui faisait d'elle le point de passage obligé vers l'Extrême Orient.

Elle est ainsi redevenue l'espace géopolitique livré aux luttes d'influences des puissances extérieures qu'elle était avant l'avènement du communisme en Chine et en URSS, justifiant la référence à un « nouveau Grand Jeu »³⁰ que certains auteurs ont utilisé récemment en évoquant la situation actuelle.

La politique diplomatique de la Chine en Asie centrale est en grande partie motivée par le souci de résoudre la question du Xinjiang. Cet objectif a ainsi amené Pékin à nouer une alliance éphémère mais contre nature avec le régime des Talibans avant septembre 2001.

Il explique également les relations qui unissent la Chine avec les républiques musulmanes indépendantes.

251. Le rapprochement avec le régime des Talibans

Les relations pour le moins ambiguës entretenues par la Chine avec l'Afghanistan taliban obéissent à des motivations sécuritaires au centre desquelles se trouve la région autonome du Xinjiang et peuvent historiquement se découper en deux phases dont les événements du 11 septembre 2001 marquent la césure.

En 1993, la Chine met fin à sa présence diplomatique en Afghanistan après la chute du régime Najibullah. En 1999, elle renoue le contact avec les Talibans, alors au ban des nations et en quête de reconnaissance internationale.

²⁹ M. Wang Lequan, secrétaire du PC chinois pour la région du Xinjiang in « Xinjiang Ribao » du 22 janvier 2001.

³⁰ C'est d'ailleurs le sous titre de l'ouvrage de P. Karam (Ed. L'Harmattan, 2002).

L'instauration de relations commerciales officielles entre les deux pays, concrétisée par l'organisation de vols directs Kaboul-Urumqi et le projet d'une aide éventuelle de Pékin au régime de Kaboul ont émergé de ces négociations.

De fait, des relations économiques et commerciales ont effectivement été établies par le biais de sociétés chinoises, notamment dans les domaines hydraulique et minier. La collaboration a également commencé à se développer dans le domaine militaire avec la conception d'un réseau commun de communications.

En 2000, l'ambassadeur de Chine au Pakistan est le seul représentant d'un Etat non-musulman à être reçu par le mollah Omar et jusqu'au 11 septembre 2001, la Chine est la seule à s'opposer aux sanctions décidées à l'ONU contre l'Afghanistan.

Selon Thierry Kellner, Pékin aurait attendu que les Talibans se démarquent des Etats Unis dont elle considérait qu'ils étaient proches, pour développer des relations plus directes avec l'Afghanistan. Ses desseins étaient clairs : priver les mouvements indépendantistes ouïgours du soutien matériel et financier, voire opérationnel, que leur offrait les Talibans et prévenir l'afflux d'héroïne afghane bon marché sur son territoire.

La drogue transite en effet par le Pakistan ou le « corridor » de Wakhan et crée en Chine des problèmes croissants.

La politique chinoise visait donc à obtenir du régime de Kaboul la promesse qu'il ne soutiendrait plus les mouvements ouïgours en échange d'une aide économique.

Les attentats du 11 septembre 2001 vont changer la situation, désormais dominée par l'incertitude en entraînant, d'une part la rupture avec le régime afghan et d'autre part, l'alignement de la Chine aux côtés des Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme international..

A cela deux raisons : prévenir les risques de déstabilisation que la guerre fait courir à l'ensemble de l'Asie centrale, avec ses répercussions possibles au Xinjiang, et ménager les Américains, susceptibles de mettre à profit leur présence militaire en Asie centrale pour s'immiscer dans les affaires intérieures de la Chine en exploitant le séparatisme ouïgour au Xinjiang.

Dès lors, la Chine s'est efforcée d'afficher sa volonté de coopérer à la lutte contre le terrorisme international, démarche qui lui permet, comme on l'a vu plus haut, d'intensifier sur son propre sol sa répression au Xinjiang.

Selon Patrick Karam, Pékin espère ainsi favoriser l'émergence d'une nouvelle recomposition géopolitique qui lui permettrait d'obtenir une plus grande considération de la part des Américains et plus de compréhension de la part des Occidentaux sur le dossier sensible de la lutte contre le séparatisme ouïgour.³¹

252. Les nouvelles relations avec les républiques d'Asie centrale

Depuis 1991, il est indéniable que Pékin joue un rôle diplomatique majeur dans l'espace centrasiatique.

Ses intérêts sont directement liés à la question du Xinjiang et répondent pour l'essentiel au souci d'assurer la sécurité de la région autonome qui, en raison de sa localisation géographique frontalière avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, mais aussi de sa composition ethnique, est particulièrement exposée à l'ethno-nationalisme, au radicalisme islamique et au panturquisme.

Le Kazakhstan et le Kirghizstan abritent en effet une communauté ouïgoure importante sur leur territoire, alors que dans la vallée du Ferghana, une partie de la population est d'origine ouïgoure. Bien acceptées par la population, ces minorités ethniques sont cependant susceptibles de poser des problèmes aux gouvernements des républiques indépendantes pour les mêmes raisons qu'au Xinjiang.

Partant du principe que toute déstabilisation de l'Asie centrale aurait inévitablement des répercussions sur la région autonome, puis par contagion, sur d'autres régions de la Chine, Pékin a choisi de développer les relations diplomatiques et économiques avec ses voisins centrasiatiques immédiats.

Cette démarche lui permet d'affermir son influence dans la zone et de couper les mouvements séparatistes ouïgours des appuis qu'ils trouvent dans ces pays.

Pékin s'est ainsi montré très actif dans la création du groupe de Shanghai en 1996 et s'est servi de ce cénacle dans sa lutte contre le séparatisme ouïgour en parvenant à faire de l'anti-terrorisme l'une des priorités du groupe.

La collaboration avec les républiques d'Asie centrale repose sur la recherche d'un accord concernant le tracé des frontières³² (il existait un contentieux à ce sujet entre

³¹ In « Asie centrale, le nouveau grand jeu » Paris, L'Harmattan, 2002.

³² Un accord de ce type a été conclu avec le Kazakhstan en avril 1994.

la Chine et les trois républiques indépendantes depuis l'implosion de l'URSS) et la lutte commune contre le séparatisme et le radicalisme islamique.

S'inscrivant dans un cadre bilatéral ou lors de rencontres multilatérales réunissant les Etats du groupe de Shanghai, elle s'est concrétisée par un accroissement indéniable de la pression exercée par le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan³³ sur les organisations indépendantistes ouïgoures présentes sur leur sol.

La déclaration de Douchanbé (juillet 2000) illustre la volonté des cinq Etats du groupe de Shanghai d'accroître leur coopération dans la lutte contre le séparatisme, l'extrémisme religieux et le terrorisme international.

Elle vise aussi, comme nous l'avons vu plus haut, à conjurer la menace potentielle que font peser les Etats-Unis sur la Chine à partir de l'Asie centrale, la faiblesse potentielle du Xinjiang servant de prétexte à l'ingérence américaine.

C'est également pour assurer la sécurité de ses régions limitrophes menacées par les trafics de drogue et d'armes, que Pékin s'est préoccupé dès 1996 de la croissance de ces trafics en Asie centrale.

Cette démarche lui permet par ailleurs de s'attaquer à l'un des principaux moyens de financement des activités séparatistes.

La Chine est en effet de plus en plus confrontée au problème de la drogue sur son propre territoire³⁴. La région du Xinjiang est directement exposée à ce fléau en raison de sa proximité du « Triangle d'Or » et du « Croissant d'Or », mais aussi à cause de son implication dans le trafic. De fait, elle enregistre une forte hausse de la consommation locale et tient la seconde place, après la province du Yunnan, pour le nombre de cas d'infection par le virus du Sida.

La lutte contre la menace des stupéfiants s'est ainsi concrétisée par plusieurs accords de coopération conclus dans le cadre bilatéral (avec Moscou en 1996, avec le Tadjikistan en 2000) ou dans celui du groupe de Shanghai (1998, 1999 et 2000).

Nous avons vu que la diplomatie de Pékin en Asie centrale est en grande partie motivée par le souci de couper les mouvements séparatistes ouïgours de leurs soutiens extérieurs.

³³ Un accord entre Pékin et les Etats concernés dans lequel ces derniers s'engageaient à lutter contre tout activisme ouïgour sur ou à partir de leur sol, a été signé le 24 avril 1997.

³⁴ Près de 600000 drogués selon les chiffres officiels vraisemblablement sous estimés, des tonnes de stupéfiants saisis et des dizaines de milliers de faits constatés.

La politique économique chinoise répond quant à elle à un double objectif : développer les relations avec les républiques voisines en utilisant les atouts de la région autonome et améliorer la situation économique du Xinjiang dans le but de troquer une certaine prospérité contre la mise en veilleuse des revendications séparatistes de la population autochtone.

2.6 La politique économique

Si Pékin s'est efforcé d'élargir son influence en Asie centrale depuis l'implosion de l'URSS, c'est d'une part parce qu'elle a accru ses intérêts économiques dans la zone depuis 1991 et d'autre part parce que cette démarche lui permet de stabiliser la région et par voie de conséquence le Xinjiang .

261. Le Xinjiang, trait d'union avec les républiques musulmanes d'Asie centrale

Dès le début des années 90, Pékin a ainsi adopté une politique préférentielle à l'égard de la région autonome, afin de favoriser ses échanges avec l'Asie centrale.

Dans ce contexte, la situation géographique du Xinjiang qui fait de lui un pont naturel entre la Chine et le bloc centrasiatique, mais aussi les affinités culturelles et historiques qui unissent la population autochtone aux peuples voisins constituent des atouts de poids.

Par ailleurs, les marchés chinois et centrasiatiques sont complémentaires, le premier produisant des biens de consommation et des produits agricoles et industriels, tandis que le second est producteur de matières premières.

Ces échanges bilatéraux ont une signification importante pour la région autonome du Xinjiang dont le commerce extérieur est désormais résolument tourné vers les républiques voisines.

En 1995, 15,79% des exportations et 43,38% des importations de la région autonome se faisaient avec le Kazakhstan, 12,88% des exportations et 13,98% des importations avec le Kirghizstan³⁵. En 1998, 55% du commerce extérieur total du Xinjiang reposait ainsi sur des échanges frontaliers, le Kazakhstan étant le premier partenaire commercial de la région autonome.

Ce volume d'échanges reste cependant étroitement circonscrit au Xinjiang et ne représente qu'une portion infime des échanges de la Chine avec le monde.

Le développement des liens économiques avec l'Asie centrale a indéniablement rendu au Xinjiang sa vocation de voie de passage : les infrastructures de transport routier et ferroviaire ainsi que les points de passage transfrontaliers se sont multipliés.

Par ailleurs, l'ouverture en octobre 1990 du chemin de fer trans-eurasien à travers l'Asie centrale et le Xinjiang a grandement favorisé les mouvements de personnes et de marchandises, entraînant du même coup l'immigration massive de Chinois ethniques dans les républiques musulmanes, phénomène dénoncé par les mouvements ouïgours qui instrumentalisent cette poussée démographique à leur profit pour tenter d'obtenir le soutien politique des chefs d'Etats concernés dans leur lutte politique.

262. Le développement économique comme moyen de lutte contre le séparatisme

Le développement économique de la région autonome résulte en premier lieu de l'établissement de relations commerciales entre la Chine et les républiques musulmanes d'Asie centrale.

C'est aussi une politique délibérée de Pékin qui espère ainsi troquer une certaine prospérité contre la mise en sommeil des revendications séparatistes.

Le Xinjiang reste en effet l'une des régions les plus pauvres de Chine et le niveau de vie moyen y est inférieur à celui du reste du pays. Au sein même de la population existent d'importantes disparités entre les Hans et les populations autochtones, ces dernières étant globalement défavorisées.³⁶

Pékin a donc développé au Xinjiang une politique préférentielle qui vise à encourager les investisseurs étrangers dans des projets ou des créations d'entreprises en leur offrant un large choix dans les objectifs et les méthodes d'investissement et en les faisant bénéficier de mesures fiscales favorables.

Jusqu'à présent, les résultats de ces démarches se sont révélés globalement décevants et aucun contrat majeur n'a été signé malgré les efforts déployés par le pouvoir central.

Par ailleurs, le projet chinois se heurte à la mauvaise répartition des capitaux investis qui ne bénéficient qu'aux Chinois ethniques en raison d'une organisation

³⁵ In « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale » page 113.

³⁶ En 1994, le revenu moyen par tête s'élevait à 1220 yuans pour l'ensemble de la Chine et à seulement 935 yuans au Xinjiang.

bureaucratique qui leur est grandement favorable, phénomène qui contribue à exacerber l'opposition à leur présence.

Enfin, l'enrichissement occasionnel d'hommes d'affaires ouïgours ne les dissuade pas de poursuivre la résistance anti-chinoise et ne les détourne pas de leur culture traditionnelle.³⁷

³⁷ D'après Ilaria Maria Sala, in « le Monde diplomatique », février 2002.

CONCLUSION

La région du Xinjiang a retrouvé depuis l'implosion de l'URSS sa vocation traditionnelle de zone carrefour et de point de passage obligé vers une Asie centrale à nouveau livrée aux luttes d'influence des grandes puissances d'aujourd'hui.

Simultanément, l'indépendance retrouvée des anciennes républiques soviétiques a mis en évidence leurs différences propres, facilitant ainsi la ré-émergence des solidarités religieuses et linguistiques et, du même coup l'exacerbation des velléités séparatistes des minorités ethniques.

La question ouïgoure illustre cette situation et repose à la fois sur l'identité ouïgoure et sur l'islam, deux symboles forts qui polarisent l'opposition au pouvoir chinois.

Si l'identité ethnique semble remplir le rôle fédérateur que les nationalistes attendent d'elle pour fonder leur droit à l'autodétermination, nous avons vu qu'elle ne repose en fait sur aucune réalité historique car les Ouïgours d'aujourd'hui ne sont pas les héritiers légitimes de l'Etat souverain dont se réclament les mouvements séparatistes. Quant à l'identité islamique, nous avons vu qu'en raison de sa tendance à la radicalisation et de sa distanciation progressive vis-à-vis de l'islam assimilationniste officiel des Hui, elle constitue depuis le 11 septembre 2001 un prétexte commode pour justifier l'accentuation de la répression chinoise.

En raison de sa situation géostratégique privilégiée, mais aussi parce qu'il recèle des ressources énergétiques indispensables au développement économique de la Chine, le Xinjiang constitue un enjeu vital pour Pékin.

Dans une telle perspective, le séparatisme de la minorité ouïgoure est une menace majeure sur sa souveraineté dans la région.

Pour y justifier sa présence, la Chine oublie que les Ouïgours étaient, il n'y a guère, majoritaires au Xinjiang et feint d'ignorer que leur culture a une originalité propre qui lui doit peu.

Le pouvoir central a ainsi forgé de toutes pièces un mythe historique selon lequel la région autonome aurait depuis des temps immémoriaux vocation à faire partie de la Chine en raison de l'influence continue et permanente que celle-ci y aurait exercé.

Les mesures prises par Pékin pour éradiquer le problème ouïgour procèdent d'une démarche globale dont les objectifs se déclinent à plusieurs niveaux.

Au plan diplomatique, la question du Xinjiang est l'un des déterminants essentiels de la politique chinoise à l'égard des républiques d'Asie centrale et, dans une moindre mesure, à l'égard de la Russie et des Etats-Unis.

En raison de leur brutalité, les actions menées sur le terrain permettent au pouvoir central de contrôler effectivement la situation mais alimentent le ressentiment anti-chinois de la population.

Par ailleurs, l'entreprise de sinisation systématique de la région exacerbe les tensions mais paraît vouer la population ouïgoure à la disparition, à moins qu'un mouvement national ne parvienne à enrayer ce phénomène.

La situation actuelle paraît cependant exclure que le Xinjiang puisse évoluer dans le même sens que les républiques musulmanes ex-soviétiques. L'émergence d'un espace géopolitique turcophone que la région autonome pourrait légitimement intégrer est, quant à elle, illusoire.

L'enjeu à long terme de la question du Xinjiang réside donc dans l'alternative entre identité communautaire et assimilation au milieu chinois.

La réalité de l'omniprésence chinoise et la nécessaire acceptation des normes officielles comme seul accès à la réussite sociale paraissent bien contrebalancer aujourd'hui les rêves d'indépendance des nationalistes ouïgours discrédités dans le contexte mondial actuel par leur identification au terrorisme islamique.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS

ALLES, CHEBBI, ALFON, *L'Islam chinois dans Archives des Sciences Sociales des Religions*, volume 115

CHAUPRADE, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'Histoire*.
Paris, Ellipses, 2002

DJALILI et KELLNER, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*
Paris, PUF, 2001

FLETCHER, *China and Central Asia, 1368-1884* dans *The Chinese World Order*
Cambridge, Harvard University Press, 1968

FORBES, *Warlords and Muslims in Chinese Central Asia. A Political History of Republican Sinkiang, 1911-1949*
Cambridge University Press, 1986

FORSYTH, *Report of a Mission to Yarkund in 1873...*
Calcutta, Foreign Dept Press, 1875

GRENARD, *Le Turkestan et le Tibet. Etude ethnographique et sociologique. (Mission scientifique dans la Haute-Asie, 1890-1895.*
Paris, Ernest Leroux, 1898

KARAM, *Asie centrale, le nouveau Grand Jeu*
Paris, L'Harmattan, 2002

KELLNER, *La Chine et la nouvelle Asie centrale. De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre »*
Bruxelles, rapport du GRIP, 2002

LATTIMORE, *Pivot of Asia. The Inner Asian frontiers of China and Russia.*
Boston, Little, Brown and Co. 1950

ROUX, *L'Asie centrale : histoire et civilisations*
Paris, Fayard, 1997

ZARCONI, *Le Turkestan chinois dans Les voies d'Allah, les ordres mystiques dans le monde musulman, des origines à aujourd'hui.*
Paris, Fayard, 1996

EXTRAITS DE PERIODIQUES

Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien n°25, janvier-juin 1998 : *L'arrière-plan historique du nationalisme ouïgour* par F.AUBIN

Géostratégiques n°3, mars 2001 : *Russie-Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde* par V. AVIOUTSKI

Transitions, vol. 39, n°2, 1998 : *La Chine et le pétrole, enjeux stratégiques* par T.KELLNER

ARTICLES DE PRESSE EN FRANCAIS

« Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois » I.M.SALA
Le Monde diplomatique, février 2002

« Pékin face au mouvement national ouïgour » V.FOURNIAU
Le Monde diplomatique, septembre 1997

« L'Islam et le peuple ouïgour » M.GILQUIN
Le Journal (Maroc) du 23 février 2002

DOCUMENTS ELECTRONIQUES

La conflictualité en Asie médiane : analyse stratégique par P. DOMBROWSKI sur www.stratisc.org

Chine : le Xinjiang et les Ouïgours par T.KELLNER sur www.diploweb.com

La Chine, les Talibans et le Xinjiang par T.KELLNER sur www.diploweb.com

ANNEXES

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	3
PREMIERE PARTIE :	5
LES DONNEES DU PROBLEME	5
1.1 L'espace et le peuplement	5
111. Une zone carrefour à la charnière de deux espaces géopolitiques	5
112. Un peuplement hétérogène traversé par un clivage religieux	6
1.2 Histoire et islamisation du Xinjiang	7
121. Les origines	8
122. Turquisition et islamisation de la région	8
123. Le rattachement à la Chine	10
1.3 Emergence et radicalisation du sentiment identitaire	11
131. Les enseignements de l'Histoire	11
132. La résurgence du nom « ouïgours »	12
133. La consolidation du sentiment identitaire : de l'affirmation à l'opposition	12
134. Le virage des années 90 : vers la lutte armée	13
135. Appuis extérieurs et collusion avec les Talibans	15
1.4 L'importance du facteur islamique	16
141. Un islam modéré d'implantation ancienne	16
142. Persécution puis renaissance sous le régime communiste	17
143. Tendance assimilatrice et tendance universaliste	18
144. Caractéristiques de l'islam turkestanais	18
145. La dérive fondamentaliste comme moyen d'affirmation identitaire	20
SECONDE PARTIE :	21
LE TRAITEMENT DE LA QUESTION PAR LA CHINE	21
2.1 Le Xinjiang : un enjeu géopolitique majeur	21
211. La question du pétrole	21
212. Les autres ressources de la région autonome	22
2.2 La perception chinoise de la question ouïgoure	23
221. Le Xinjiang, « talon d'Achille » de la Chine ?	23
222. Les axes de la stratégie chinoise au Xinjiang	24
2.3 La politique de sinisation du Xinjiang	25
231. L'immigration Han : un phénomène ancien de grande ampleur	25
232. Les conséquences de la sinisation	26
2.4 La répression des mouvements indépendantistes et le contrôle de la population	27
241. Une répression globale qui pénalise l'ensemble de la population	27
242. Les conséquences du 11 septembre 2001	28
2.5 L'action diplomatique	29
251. Le rapprochement avec le régime des Talibans	29
252. Les nouvelles relations avec les républiques d'Asie centrale	31
2.6 La politique économique	33
261. Le Xinjiang, trait d'union avec les républiques musulmanes d'Asie centrale	33
262. Le développement économique comme moyen de lutte contre le séparatisme	34
CONCLUSION	36
BIBLIOGRAPHIE	38